



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MAYENNE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES
BUREAU DES PROCEDURES
ENVIRONNEMENTALES ET FONCIERES

ARRETE DU 16 DECEMBRE 2016
de mise en demeure à l'encontre de la société LHOIST FRANCE OUEST, exploitant
la carrière de calcaire de la Jametière à Torcé Viviers en Charnie,
de régulariser sa situation administrative

Le préfet de la Mayenne,
Officier de la Légion d'honneur

Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-3, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2003-P-1382 du 11 août 2003 autorisant la société Chaux et Dolomie Françaises, dont le siège social se situe Usine de Neau – BP 215 à Evron, à renouveler, à étendre, à modifier les conditions d'exploitation de la carrière de calcaires et de dolomie cambriens, implantée au lieu-dit « La Jametière » à Torcé-Viviers-en-Charnie, et à réinjecter une partie des eaux d'exhaure dans les eaux souterraines ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2004-P-126 du 3 février 2004 modifiant l'arrêté susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013010-0007 du 10 janvier 2013 transférant l'autorisation d'exploiter la carrière de la Jametière à Torcé Viviers en Charnie à la société Lhoist France Ouest ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 25 novembre 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 22 novembre 2016 l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- l'exploitant a entreposé en dehors du périmètre autorisé sur une zone étendue de plus de 3 hectares au nord-est de la carrière des stériles d'exploitation,
- l'exploitant a entreposé dans le périmètre autorisé de manière non prévue dans le réaménagement final de la carrière des stériles d'exploitation ;

Considérant que ces stockages ont été réalisés sans l'autorisation nécessaire en application de l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement de mettre en demeure la société Lhoist France Ouest de régulariser sa situation administrative ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Mayenne ;

ARRETE

Article 1 - La société Lhoist France Ouest exploitant une carrière de calcaire sise au lieu-dit « La Jametière » sur la commune de Torcé en Viviers en Charnie est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit :

- En déposant un dossier de demande d'autorisation en régularisation en préfecture.
- En évacuant les stockages de stériles en dehors du périmètre autorisé ou non prévu par le réaménagement final de la carrière et en remettant les terrains concernés dans leur état initial.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- Dans un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- Dans le cas où il opte pour l'évacuation des stockages de stériles en dehors du périmètre autorisé ou non prévu par le réaménagement final de la carrière et la remise en état des terrains concernés dans leur état initial, celle-ci doit être effective dans les douze mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prises pour restituer les terrains concernés dans leur état initial ;
- Dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation en régularisation, ce dernier doit être déposé avant le 31 mars 2017. L'exploitant fournit dans les deux mois les éléments justificatifs du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude...etc.) ;

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code ; ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

Article 3 - Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 - la secrétaire générale de la préfecture de la Mayenne, la sous-préfète de Mayenne, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Lhoist France Ouest, par lettre recommandée avec accusé de réception, dont copie sera adressée au maire de Torcé Viviers en Charnie.

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,


Laetitia CESARI-GIORDANI